



N° 2025 -BU-060

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU BUREAU**

L'an deux mille vingt-cinq, le jeudi 15 Mai à dix-sept heures trente, le Bureau communautaire de la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de réunion du site administratif de Cercy-la-Tour sous la Présidence de Serge CAILLOT.

Présents :

Serge CAILLOT, Antoine-Audoine MAGGIAR, Michel MULOT, Annick BERTRAND, Pierre TISSIER-MARLOT, Jean-Christophe SAVE, Dominique STRIESKA, Michel MARIE (**arrivé à 18h**), Didier BOURLON

Absents excusés : David BONGARD, Serge DUCREUZOT, Marie-Claire RANVIER, Jean-Paul LAMBOURG

Étaient également présents : Maëlle GRANGEON, DGS.

Secrétaire de séance : Dominique STRIESKA

Nombre de membres :

- Afférents au bureau communautaire : 13
- Présents : 9
- Procurations : 0
- Qui ont pris part à la délibération : 9

Envoyé en préfecture le 04/06/2025

Reçu en préfecture le 04/06/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250515-2025_BU_060-DE



Juridique

Abonnement à SVP

N° 2025-BU-060

Monsieur le Président explique que la Communauté de Communes a passé un contrat d'abonnement de 3 ans, à compter du 28 février 2022, pour bénéficier de conseils juridiques par téléphone et de modèles avec SVP, moyennant un montant annuel de 3 850.00 € HT par an.

Le contrat est arrivé à terme le 28 février 2025.

La question se pose de le renouveler, sachant que de nombreux conseils utiles ont été apportés, que le besoin est en diminution, même s'il reste ponctuel, et peut arriver à tout moment. D'autres outils peuvent aussi exister :

- Mobiliser les conseils gratuits possibles dont l'inventaire doit être réalisé (ex : rural consult avec la banque des territoires, AMF...)
- Bénéficier d'un abonnement de mise à jour de jurisprudence et de cas pratiques (comme par exemple Dalloz collectivité pour une année avec un nombre d'accès illimité pour 11 matières (civil, pénal, public, social, immobilier, contentieux administratif... etc, mais dont les tarifs sont supérieurs et de l'ordre de 8 000 € par an).

.../...

- Bénéficiaire d'un contrat de conseil avec des avocats, mais cela veut dire avoir des conseils possibles sur toutes les thématiques (urbanisme, droit de la fonction publique, commande publique, civil, dommages publics, environnement etc...), et le montant des honoraires par conseil risque d'être beaucoup plus élevé.

Par ailleurs, dans un registre connexe, le pôle juridique et commande publique ne dispose pas de logiciel de gestion des marchés.

Il est proposé de réfléchir à ces différentes pistes, sachant qu'actuellement le budget est très faible si on le compare aux besoins et à d'autres collectivités.

Après en avoir délibéré, le bureau communautaire, à l'unanimité, renouvelle le contrat avec SVP pour une période d'un an.

Envoyé en préfecture le 04/06/2025

Reçu en préfecture le 04/06/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250515-2025_BU_060-DE



**La Secrétaire de Séance,
Dominique STRIESKA.**



**Pour copie certifiée conforme,
Fait à Moulins-Engilbert,
Le 15 Mai 2025**

**Le Président,
Serge CAILLOT.**